

DES VISIONNAIRES

La déclaration Schuman nous a permis de rester dans l'histoire. Et demain ?

Comme le rappelle Jean-Dominique Giuliani, la déclaration Schuman fut un de ces faits politiques qui ont changé le cours de l'histoire. Elle nous a permis de renouer avec la paix et la prospérité. À l'heure où nous nous apprêtons à célébrer les soixante ans de l'Europe communautaire, l'Union a plus que jamais besoin de renouer avec sa dynamique originelle : la volonté politique.

Il y a des actes qui changent la face du monde en décidant du destin de millions d'hommes. La déclaration que prononça le 9 mai 1950 Robert Schuman, ministre français des Affaires étrangères, en est un⁽¹⁾. Au nom de la France, cinq ans après l'arrêt des combats en Europe, il tendit la main à l'Allemagne pour lui proposer de mettre en commun les productions de charbon et d'acier, objets de disputes. Il ouvrit la proposition à d'autres États européens, car il envisageait déjà une Europe dont le partage des intérêts serait le fondement, gage de la paix et du retour de la prospérité.

Soixante ans après, la « déclaration Schuman » reste un modèle de rupture stratégique. Elle est connue du monde entier. Inspirée par Jean Monnet et sa longue expérience des conflits européens, elle jetait les bases de l'Europe communautaire qui fonctionne toujours selon la même méthode.

La construction de l'unité de l'Europe « ne se fera pas d'un coup ni dans une construction d'ensemble ». Elle ne peut progresser que pas à pas, par des « solidarités de fait » qui renversent la logique des intérêts nationaux, naturellement portés à s'affronter dans l'instant alors qu'ils sont souvent les mêmes dans la durée. La fusion des intérêts constitue une « sortie par le haut » lorsque les recettes traditionnelles – rapports de force, négociations – ne permettent pas de les concilier. On mesure la sagesse et la hauteur de vues d'un tel pari. Il a réussi. Nul aujourd'hui n' imagine que deux États européens utilisent la force pour régler un différend. Les 27 représentent aujourd'hui le premier pôle de richesse du monde, avec 23 % du PIB mondial, le premier marché de consommation par le pouvoir d'achat moyen de ses 501 millions d'habitants, le premier investisseur sur les marchés extérieurs. Malgré la crise actuelle, l'Europe est toujours en tête, compte cinq États membres dans la liste des dix pays les plus riches pour le revenu par habitant. Les prétendants frappent à sa porte, toujours plus nombreux, États, populations. Elle attire, est copiée et son mode de vie, son économie sociale de marché sont des références dans le monde.

En fêtant le sixantième anniversaire de cet « acte hardi », on doit évidemment s'interroger sur la validité du modèle pour l'avenir. La crise a révélé les nouveaux défis qui sont lancés à l'Europe : innovation, compétitivité, formation, travail, unité et puissance face aux États-continentaux, sont les exigences que nous impose le développement incroyable d'autres régions du monde, alors que nous avons pris l'habitude d'une vie tellement plus confortable que partout ailleurs.

Le message de Robert Schuman, lancé au nom de la France, qui est bien à l'initiative de la construction européenne, reste intact. Dès l'origine, le Père de l'Europe n'a pas caché ses objectifs : d'abord la paix, puis la prospérité, mais aussi la finalité : une fédération européenne, indispensable au monde. Et c'est là que l'Europe semble aujourd'hui marquer le pas.

Nous avons réussi les deux tiers du chemin, mais nous hésitons à franchir la porte finale, celle de l'Europe politique. Fiers de nos identités appuyées sur des millénaires d'histoire, attachés à leurs attributs au plus profond de nos mémoires, soucieux de garder nos spécificités, qui nous ont permis d'accueillir la Démocratie et les valeurs qu'elle porte – droits de la personne, solidarité, parité, État de droit – nous ne voulons pas lâcher la proie pour l'ombre et nous en remettre à des technologies supranationales sans garanties. Il manque au niveau européen un espace politique de débat et de représentation grâce auquel les citoyens puissent s'identifier comme appartenant à la même communauté et en être fiers.

L'Europe souffre de n'être pas suffisamment politique. Unifier un continent sans guerre et de manière volontaire n'a jamais été réalisé et il est naturellement difficile de franchir le pas lorsqu'on est riches de traditions séculaires, d'une culture et d'une langue qui se veulent universelles. Les mutations en cours pourtant ne nous laissent pas le choix. Ou nous serons à notre tour « hardis » et prêts à faire des paris en anticipant l'avenir par des choix courageux ou les circonstances nous imposeront leurs lois, que nous ne choisirons pas toujours.

Il y a urgence à faire bouger l'échiquier européen par une proposition « limitée mais décisive » qui indique au monde que l'Europe a repris sa marche vers l'unité politique et qu'elle sera, un jour, totalement unifiée. Quelque chose d'irréversible qui soit le déclencheur d'un nouvel élan d'intégration européenne et qui démontre que nous sommes bien une puissance en construction. On pense naturellement à une défense européenne intégrée. Elle serait puissante et solide. On peut aussi imaginer que l'Europe s'exprime d'une seule voix sur la scène internationale et apprenne à définir ses intérêts, les défendre, les promouvoir. Ils peuvent constituer un modèle. Il suffit de s'éloigner du continent pour mesurer combien nos intérêts sont communs et comprendre, qu'à l'échelle du monde, les différences entre les nations européennes ne sont que des nuances. Les Européens sont en fait dans l'attente d'un geste, d'une proposition, qui relance fortement le projet d'unification. Car ils ont compris que ce qui est en jeu c'est la survie du modèle européen. Robert Schuman n'avait pas mis au préalable sa proposition en débat. Il a pris ses risques. Les citoyens l'ont plébiscitée. Il ne manque donc plus que s'incarner la vision, le courage de la proposer, la volonté de la faire partager, l'envie d'en prendre le risque. C'est ainsi qu'on entre dans l'histoire. C'est en ratant une telle occasion qu'on peut aussi en sortir, comme nous avons bien failli le faire avec le second conflit mondial. ■

Jean-Dominique Giuliani

Président de la Fondation Robert Schuman

(1) Voir http://europa.eu/abc/symbols/9-may/dec1_fr.htm